

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS N°17 -2021****DU CONSEIL MUNICIPAL  
De la Commune de CORGOLOIN**

Date de la convocation : 20 avril 2021

NOMBRES DE MEMBRES		
Appartient au Conseil Municipal	EN EXERCICE	Qui ont droit de vote à la délibération
15	15	15

**Séance du 21 Avril 2021**

L'an deux mille vingt et un, le 21 avril à 18 Heures 30, le Conseil Municipal de CORGOLOIN, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr Dominique VERET, Maire.

**Présents :** Dominique Véret, Christian Mezzavilla, Annick Sauvain, Philippe Héritier, Martine Bugnot, Stéphane Guigot, Mathilde Picavet, Martine Rocchi Caslani, Patricia Débarbouillé, Vincent Rodier, Cécile Pagant, Yves Chaudat, Louis Philippe Forey.

**Excusés :** Irène Lenoir, Laurent Villeret,

Mr Laurent Villeret ayant donné pouvoir à Mr Dominique Véret

Mme Irène Lenoir ayant donné pouvoir à Mme Mathilde Picavet

**Secrétaire de séance :** Annick Sauvain

**OBJET : DELIBERATION APPROUVANT LE PLAN LOCAL D'URBANISME**

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153.21, L.153-22 et R. 153.20 à R.153-22 ;

Vu la délibération n°5-2011 du 12 avril 2011 et la délibération complémentaire n°44-2016 du 16 novembre 2016 ayant prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme, énoncé les objectifs poursuivis et fixé les modalités de la concertation ;

Vu la délibération n°3-2019 du 21 mars 2019 relative au débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables ;

Vu la délibération n°29-2019 du 5 décembre 2019 ayant tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme ;

Considérant que le projet de PLU arrêté a été transmis par courriers courant décembre 2019, à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale et à l'ensemble des personnes publiques associées

et consultées, en vue de recueillir leur avis dans un délai de 3 mois ;

Vu l'avis des services de l'Etat ;

Vu l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers ;

Vu l'avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité ;

Vu l'avis de la Communauté de communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges ;

Vu l'avis du syndicat mixte du SCOT des agglomérations de Beaune, Nuits-Saint-Georges et Gevrey-Chambertin ;

Vu l'avis de la Chambre d'agriculture ;

Vu l'avis du Conseil départemental ;

Vu l'avis de la commune de Magny-lès-Villers ;

Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 10 mars 2020 ;

Considérant que les avis des personnes publiques associées ou consultées n'ayant pas formulé de réponse au plus tard 3 mois après notification du projet de plan, sont réputés favorables ;

Vu l'arrêté municipal n°41-2020 du 26 novembre 2020 mettant le projet d'élaboration du PLU à l'enquête publique, du 4 janvier 2021 au 4 février 2021 ;

Considérant le procès-verbal de synthèse des observations remis par le commissaire enquêteur à M. le Maire le 8 février 2021, et le mémoire en réponse remis en retour par M. le Maire le 23 février 2021 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, remis à M. le Maire le 3 mars 2021 ;

Considérant que le projet de plan local d'urbanisme arrêté soumis à enquête publique a fait l'objet de modifications pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, que ces modifications sont détaillées et annexées à la présente délibération.

**Après avoir délibéré, le conseil municipal décide par 14 voix pour et 1 voix contre**

**D'approuver l'élaboration du plan local d'urbanisme** tel qu'elle est annexée à la présente délibération.

Conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département et sera transmise à Madame la sous-préfète.

Envoyé en préfecture le 22/04/2021

Reçu en préfecture le 22/04/2021

Affiché le

ID : 021-212101943-20210421-DELIB172APPRPLU-DE

Le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie, ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

La présente délibération deviendra exécutoire après l'exécution de l'ensemble des formalités suivantes :

- sa transmission à Madame la sous-préfète,
- son affichage en mairie durant un mois, sachant que la date à prendre en compte est celle du premier jour où l'affichage est effectué,
- la publication de la mention de cet affichage dans un journal diffusé dans l'ensemble du département.

Acte rendu exécutoire après dépôt  
En Préfecture (Sous-Préfecture).Signature

Le Maire,  
Dominique VERET



Au regard des remarques qui ont été formulées par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE), par les personnes publiques associées (PPA), par le public lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 4 janvier au 4 février 2021, et par le commissaire enquêteur dans le cadre de ses avis et conclusions émis après enquête publique, les diverses pièces constituant le dossier du projet de Plan Local d'Urbanisme sont amendées en vue de son approbation par le Conseil Municipal.

L'ensemble des observations de la MRAE et des PPA ont été analysées par la municipalité, qui a élaboré des projets de réponses en juin 2020, joints au dossier d'enquête publique.

La municipalité a également apporté des réponses aux observations du public, aux remarques et questions du commissaire enquêteur, dans le cadre de ses réponses au procès-verbal de synthèse des observations du commissaire enquêteur, établies le 23 février 2021.

Le commissaire enquêteur a rendu son rapport, ses conclusions et avis motivés le 3 mars 2021 ; il a émis un avis favorable au projet de PLU accompagné de recommandations, *«sans que ces recommandations aient le caractère de réserves »*.

Les tableaux ci-après présentent l'ensemble de ces observations/remarques/recommandations, et la manière dont ils modifient les pièces du PLU avant approbation **(pages 2 à 10 : MRAE et PPA / pages 11-12 : public / pages 13-14 : commissaire enquêteur)**.

Les avis favorables sans remarque particulière, ne sont pas reportés. Plusieurs remarques n'appellent aucune réponse ; certaines sont reportées dans les tableaux ci-dessous pour mémoire/information. Enfin, quelques compléments/corrections sont citées à la fin du document **(page 15)**.

## AVIS DE LA MISSION REGIONALE D'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE (MRAE) ET DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES / CONSULTEES

	AVIS MRAE (recommandations)	CHOIX / EVOLUTIONS DU PLU RETENUES	PIECES DU PLU MODIFIEES
<b>Consommation d'espaces :</b>			
<b>1</b>	L'extension de la ZA de la Varenne apparaît incompatible avec les dispositions du SCoT : absence de démonstration des disponibilités foncières dans les ZA existantes à l'échelle de l'armature du SCoT ; si des disponibilités existent, supprimer la zone.	<i>Le SCoT ne remet pas en cause ce choix dans son avis. Voir partie 4.2 des justifications du rapport de présentation : zone retenue pour le développement (agrandissement) d'entreprises <u>existantes</u> (terrains privés), évitant leur délocalisation sur une commune proche. <u>Voir l'avis de la CCGCNSG en infra (n°32)</u> Cette démonstration n'est donc pas nécessaire dans ce cadre, et sera exigée dans le cadre de l'ouverture à l'urbanisation de la zone.</i>	-
<b>Risques et enjeux paysagers - extension de la ZA Nord :</b>			
<b>2</b>	Détailler l'état initial de <b>l'entrée Nord</b> (Loichet) : bâtiments encore vacants ? capacités de densification ?	<i>Cet état initial est notamment fait en partie 5.2 du diagnostic du rapport de présentation (renvoi à l'article du Bien Public annexé au rapport) et en partie 4.2 des justifications. Le porteur de projet a de nouveau confirmé <b>l'absence de disponibilités au sein des bâtiments existants</b>, en juin 2020. Ceci est inscrit au sein du rapport.</i>	<b>Rapport de présentation</b>
<b>3</b>	Justifier les différences entre les recommandations faites lors de la réunion du 19/09/2019 (SCoT, DDT, Climat, Loichet) et l'OAP (ex : hauteur de 8 m autorisée lorsque 7 m étaient recommandés)	<i>Rappel des recommandations : - utilisation de matériaux nobles (bois/pierre) → le règlement et l'OAP exigent un aspect rappelant les matériaux et teintes naturels de l'environnement/de la région, mais ne réglementent pas les matériaux (il est interdit d'en restreindre la liste) - <b>hauteur raisonnable (7 m) → 8 m ont été retenus</b> dans le règlement pour ne pas bloquer un projet qui serait légèrement plus haut que 7 m (d'après le porteur de projet, le portique de levage nécessite une hauteur de 7 m à laquelle il faut ajouter la toiture du bâtiment) ; <b>ceci est inscrit au sein des justifications du rapport</b> ; - dissimulation du matériel à réparer → idée développée dans l'OAP (constructions nécessaires au fonctionnement de l'activité positionnées en arrière de la zone, avec plantations de haies autour) - mise en valeur du matériel dans un show-room → prévu dans l'OAP</i>	<b>Rapport de présentation</b>
<b>4</b>	Mieux justifier <b>l'abandon des préconisations du SCoT en termes de coupure verte</b> et protection des cônes de vue majeurs.	<i>Le site est concerné par une coupure paysagère, mais également par une requalification de l'entrée de ville et des abords de la RD974. Les <b>justifications</b> du rapport sont <b>complétées</b>. <u>Voir l'avis du SCoT en infra (n°17)</u></i>	<b>Rapport de présentation</b>
<b>5</b>	Présenter une analyse paysagère en lien avec le Bien UNESCO, pour définir l'impact du projet sur le paysage et démontrer l'efficacité et la suffisance des mesures proposées.	<i>Le PLU intègre un projet en cours (arrêté délivrant le PC du 07/05/2020), concerté, notamment, avec l'ABF, les Climats et la communauté de communes. Les éléments retenus dans ce cadre, ont été intégrés au règlement et à l'OAP du PLU. <u>Voir aussi l'avis du SCoT en infra (n°18)</u></i>	-
<b>6</b>	Analyser l'impact potentiel du projet (imperméabilisation) sur le phénomène de ruissellements, mettre en place les mesures d'évitement et de réduction adaptées (ex : imposer des	<i>Le PLU intègre un projet en cours (arrêté délivrant le PC du 07/05/2020) qui n'a pas analysé cet impact. L'OAP précise la manière dont le sol a été traité pour gérer les eaux.</i>	-

	revêtements perméables).		
<b>Autres observations / recommandations - présentation du dossier :</b>			
<b>7</b>	L'état initial des zones ouvertes à l'urbanisation, l'impact potentiel sur l'environnement et les mesures, sont à inclure dans l'évaluation environnementale plutôt que dans les OAP. Centrer les OAP sur les objectifs et règles d'aménagement.	<i>Les enjeux et mesures sont évoqués dans le rapport, en fonction des thématiques de l'évaluation environnementale concernée. Les OAP ne sont pas allégées ; en effet, le parti d'aménagement retenu découle des enjeux détaillés en supra ; il est plus facile pour le pétitionnaire, de se rapporter à un seul document.</i>	-
<b>8</b>	Détailler davantage l'étude de l'ingénieur écologue.	<i>Les conclusions sont exposées en partie 3.2 des justifications du rapport de présentation ; le détail des occupations du sol des sites visités, qui a été annexé au dossier d'enquête publique, est ajouté.</i>	<b>Rapport de présentation</b>
<b>9</b>	Préciser les <b>indicateurs de suivi de l'évaluation environnementale, leur fréquence et « état zéro »</b> .	<i>Les indicateurs de suivi des objectifs de production de logements, et de l'évaluation environnementale, exposés en avant-dernière partie du rapport de présentation, avaient été retravaillés pour l'enquête publique et sont donc amendés.</i>	<b>Rapport de présentation</b>
<b>10</b>	<b>Compléter le Résumé Non Technique</b> pour une meilleure information du public : carte des enjeux, projet de PLU (objectifs), nombre et surface des zones ouvertes à l'urbanisation, compléter l'impact du projet.	<i>Le RNT a été retravaillé pour l'enquête publique et est donc amendé.</i>	<b>Rapport de présentation</b>
	<b>AVIS SCoT</b> (avis favorable sous réserve d'intégrer les points assurant la compatibilité du PLU avec le SCoT)	<b>CHOIX / EVOLUTIONS DU PLU RETENUES</b>	<b>PIECES DU PLU MODIFIEES</b>
<b>11</b>	La consommation foncière liée à l'activité est multipliée par 10 au sein du projet de PLU, mais elle est à relativiser (2,1 ha classés en zone 2AUX).	<i>La commune prend note de cette remarque.</i>	-
<b>12</b>	Le PLU prévoit 9 logements en renouvellement urbain (sur 2012-2030) quand le SCoT en demande 25.	<i>Le DOO du SCoT p53 donne effectivement un objectif de 110 logements pour le secteur de Corgoloin Comblanchien, dont 85 en construction neuve, soit 25 en renouvellement urbain. Toutefois, compte-tenu de la répartition des objectifs sur les 2 communes, 14 à 15 logements sont à créer au sein du patrimoine bâti existant de Corgoloin parmi cet objectif de 25 ; l'écart est donc moins important qu'indiqué. L'inventaire a été longuement travaillé par la commission urbanisme et a été finalisé en 2018. La différence avec les données INSEE sont justifiées en partie 4.2 du diagnostic du rapport de présentation.</i>	-
<b>13</b>	<b>L'impact paysager de la zone A bordant la RD974</b> (hauteur de 12 m autorisée) <b>est potentiellement important</b> → élaborer une OAP paysagère (prévoir un aménagement paysager, diminuer la hauteur sur ce secteur)	<i>Il s'agit de la zone A faisant face à la zone 1AUX. Les élus retiennent de créer un <b>sous-secteur « Ap » pour abaisser la hauteur autorisée sur cette zone à 8 mètres.</b></i>	<b>Zonage Règlement Rapport de présentation</b>
<b>14</b>	Pour améliorer la trame verte et bleue, et préserver le paysage, il serait intéressant de <b>protéger les haies, bosquets etc en partie Est du territoire</b> , au sein et autour des hameaux	<i>Voir aussi <u>l'avis de la CCGCNSG en infra (n°31)</u> avec exemple de haies/bosquets à protéger. <b>Les élus retiennent la protection des haies identifiées par la CCGCNSG dans son avis</b>, avec une identification au zonage et des règles du type de celles qui concernent l'alignement d'arbres de l'allée du château (L.151-23 du code de</i>	<b>Zonage Règlement Inventaire du patrimoine</b>

		<i>l'urbanisme).</i>	<b>(pièce n°6) Rapport de présentation</b>
<b>15</b>	En zone A et N, exiger un recul de 10 m minimum de part et d'autre des berges, pour des raisons écologiques et de préservation de la ressource en eau.	<p><i>Les berges sont déjà protégées au moyen d'un zonage N, qui n'admet, dans les faits, que les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs et les mouvements de sol liés à celles-ci, et à l'activité agricole (absence de bâtiments existants).</i></p> <p><i>L'enjeu ne porte donc que sur :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>l'exploitation piscicole, classée en A, et qui borde un bras de la Courtavaux, déviée pour l'activité ; il convient de ne pas impacter cette activité, ce qui serait le cas en ajoutant des contraintes au PLU ;</i></li> <li>- <i>le gîte de Cussigny, classé en zone Ax, qui n'admet qu'une évolution limitée des bâtiments existants (extensions, annexes), et qui par ailleurs, est déjà impacté par une zone inondable.</i></li> </ul> <p><i>Les élus ne souhaitent pas modifier le PLU sur ce point ; il est compatible avec cette prescription du SCoT (zones N).</i></p>	-
<b>16</b>	5 biens patrimoniaux de l'étude GRAHAL ne sont pas protégés au PLU ni inclus dans le projet de PDA → à protéger	<p><i>Les 8 biens privés de l'inventaire ne sont pas protégés, dont 5 sont hors projet de PDA. Les propriétaires ont eu un questionnaire et ont tous répondu négativement.</i></p> <p><u><i>Voir justifications du rapport de présentation (partie 3.3).</i></u></p>	-
<b>17</b>	Pour <b>améliorer l'entrée de ville</b> , la zone 1AUX est admise, bien que concernée par une coupure paysagère, dans la mesure où elle fait face à des constructions existantes. Il est toutefois demandé que l'OAP porte sur l'ensemble du site à enjeu paysager : zone 1AUX et UX.	<p><i>Il paraît difficile d'imposer des choses en partie Nord, où les réhabilitations sont très avancées. Toutefois, <b>l'OAP est étendue</b> à la partie non bâtie classée en zone UX, avec maintien d'un espace végétalisé, et donc mise à jour en lien avec cette évolution.</i></p> <p><i>Une <b>erreur matérielle</b> est identifiée : la zone 1AUX et le périmètre de l'OAP sont trop restreints par rapport au PC de 12/2019 ; elle est rectifiée.</i></p> <p><i>Ces corrections projetées avaient été présentées à l'enquête publique ; elles sont apportées dans le cadre de l'approbation.</i></p>	<b>OAP Zonage Rapport de présentation</b>
<b>18</b>	Une <b>étude paysagère</b> plus précise est demandée sur ce secteur, permettant de définir une marge de recul spécifique, un sens d'implantation des bâtiments et faîtages, des couleurs et matériaux à employer, clôtures etc, à intégrer à l'OAP et au règlement (ce dernier donnant de nombreuses possibilités de conception architecturale).	<p><u><i>Voir aussi l'avis de la MRAE en supra (n°5).</i></u></p> <p><i>Aucune étude paysagère (ou « étude entrée de ville » ou « étude loi Barnier ») n'est nécessaire, comme cela a été confirmé par la DDT (voir partie 3.5 des justifications du rapport de présentation).</i></p>	-
<b>19</b>	<b>Limiter la surface de vente des commerces à 500 m² en zone UX</b> (cf La Varenne) et autres zones où le commerce est autorisé.	<i>Le règlement est corrigé pour limiter aussi les surfaces de vente à 500 m² en zone UA, UB, UX (y compris sur La Varenne), 2AUX, Ax et NmH (changement de destination possible) ; le SCoT a confirmé que La Varenne était une ZA et pas une zone commerciale ; les justifications sont complétées.</i>	<b>Règlement Rapport de présentation</b>


	AVIS CHAMBRE D'AGRICULTURE (avis défavorable)	CHOIX / EVOLUTIONS DU PLU RETENUES	PIECES DU PLU MODIFIEES
20	L'objectif du PADD de pérenniser les activités agricoles n'est pas suffisamment traduit : -zones A trop restreintes et délimitées autour des exploitations existantes -zones UA/UB n'admettant que le développement des exploitations existantes -zones UX/1AUX interdisant l'élevage, et trop restreintes (disponibilités foncières limitées en UX, projet existant en 1AUX).	<i>Ces choix permettront le développement de l'existant dans le respect des prescriptions paysagères du SCoT et du classement UNESCO. Les zones A ont été dimensionnées en cohérence avec les besoins exprimés par les exploitants. Les choix en zones UA/UB visent à limiter les nuisances. Les possibilités de nouvelles installations sont, en outre, réduites (peu de foncier disponible). La délimitation des zones UX/1AUX a été faite dans le cadre des prescriptions du SCoT et des compétences de la CCGCNSG.</i>	- - -
21	Préférer une zone A indicée au niveau des lisières forestières, du périmètre de protection de captage, plutôt que N. Préférer un zonage A sur les parcelles boisées au Nord de la carrière, classées en AOP, et pour les parcelles plantées au lieu-dit « En Beauregard ».	<i>Le zonage N est le plus approprié pour préserver les ressources naturelles (R.151-24 du CU). Concernant les lisières forestières, le choix d'un zonage N permet de respecter les dispositions du SCoT et est cohérent avec la zone N retenue sur les forêts. Les parcelles au Nord de la carrière et au lieu-dit « En Beauregard » font partie du site Natura 2000 ; le zonage N est plus approprié.</i>	-
22	<b>En zone UA, UB, UX, 1AUX, A, assouplir la rédaction sur les formes de toitures</b> pour les nouvelles constructions agricoles (autoriser les toitures à 1 pan, les pentes plus faibles, voire les serres et tunnels).	<i>Dans ces zones, les règles relatives à la forme des toitures peuvent ne pas être respectées pour les nouvelles constructions agricoles/viticoles. La forme des toitures et le type de couverture ne sont pas réglementés pour les serres et tunnels.</i>	<b>Règlement Rapport de présentation</b>
23	En zone UA, UB, UX, 1AUX, autoriser une hauteur > 10 m pour les constructions agricoles.	<i>Les élus ne souhaitent pas modifier la hauteur autorisée ; elle a été reprise du POS.</i>	-
24	La pertinence d'autoriser le changement de destination à vocation d'habitat en zone Ax et Nmh (risque de mitage) se pose.	<i>Le risque est très limité : sont concernées 4 petites zones déjà bâties ne portant pas d'activité agricole, à l'exception du manoir de Moux qui comprend un bâtiment agricole (en A), mais aussi d'autres occupations actuelles (en Nmh).</i>	-
	AVIS INAO (pas d'opposition au projet de PLU sous réserve de la prise en compte de la remarque)	CHOIX / EVOLUTIONS DU PLU RETENUES	PIECES DU PLU MODIFIEES
25	Préférer un zonage Avs plutôt que N sur toutes les parcelles en AOP, et en cohérence avec le PADD (notamment parcelles AK91 à 99, 118, 119, 216, 224 au lieu-dit « En Beauregard » et lieu-dit « Les Monts de Boncourt »).	<i>Les parcelles des 2 lieux-dits font partie du site Natura 2000 ; le zonage N est plus approprié.</i>	-



	AVIS COMMUNAUTE DE COMMUNES (avis favorable sous réserve d'intégrer les observations )	CHOIX / EVOLUTIONS DU PLU RETENUES	PIECES DU PLU MODIFIEES
26	Indiquer dans le règlement, que les bâtiments d'habitation en zone A et N, pouvant faire l'objet d'extensions/annexes, sont identifiés sur le zonage. La limite de 250 m² après extension semble élevée.	<i>La mention est faite en zone A/Ap, As et N (mais pas dans la zone UX, zone constructible, ni dans le secteur Ax, qui est un STECAL). De nombreux bâtiments ont déjà une emprise au sol importante, donc une SDP importante. La CDPENAF n'a pas remis ce choix en question.</i>	Règlement
27	<b>Eaux pluviales</b> - ajouter dans le règlement de toutes les zones : « Si des usages de l'eau pluviale impliquent un rejet vers le réseau d'eaux usées, une déclaration au service Assainissement et un comptage des volumes rejetés sont obligatoires. »	<i>Cette mention est ajoutée.</i>	Règlement Rapport de présentation
28	<b>Assainissement</b> - règlement de toutes les zones : - modifier « Le raccordement au réseau public est obligatoire par un dispositif de type séparatif <del>même si le réseau est unitaire.</del> » - ajouter « Tout rejet des eaux usées non domestiques (industrielles, viticoles, artisanales...) dans le réseau d'assainissement sera soumis à une autorisation de déversement spécifique, avec, le cas échéant, établissement d'une convention spéciale de rejet fixant le modalités techniques et financières du déversement. Des pré-traitements adaptés à l'activité et à la nature des effluents pourront être exigés avant rejet au réseau public. »	<i>Cette modification est apportée (elle ne concerne pas les zones A et N – voir ci-dessous). La mention actuelle du prétraitement des eaux usées est retirée, puisque prévue par cette nouvelle rédaction.</i>	
29	<b>Assainissement - règlement des zones A et N :</b> Supprimer les 3 points du règlement et remplacer par : « Un dispositif autonome devra être installé, conformément à la réglementation en vigueur. L'évacuation des eaux usées non traitées dans les rivières, fossés ou égouts d'eaux pluviales est interdite. »	<i>Cette modification est apportée.</i>	
30	<b>AEP - règlement des zones A et N :</b> -ajouter en 1 <sup>ère</sup> phrase : « Un branchement éventuel au réseau d'eau potable ne sera envisageable que si le réseau existe déjà à proximité ; la Communauté de communes ne procédera à aucune extension de réseau dans la zone. » -supprimer la phrase relative à la défense incendie.	<i>Ces modifications sont apportées.</i>	
31	Les hameaux sont importants pour la trame verte et bleue : fossés, prairies, haies, bosquets. Il serait pertinent de protéger les haies, bosquets etc, en cohérence avec le PADD. Cf exemples donnés.	<i><u>Voir l'avis du SCoT en supra (n°14).</u></i>	<i>Voir l'avis du SCoT</i>
32	La CCGCNSG n'ayant pas prévu, <u>à moyen ou long terme</u> , une extension de la ZA de La Varenne, le classement en 2AUX ne devra permettre que l'extension des bâtiments et activités existantes sur le site, sans qu'aucun aménagement public ne	<i>Cette indication est ajoutée au rapport de présentation.</i>	Rapport de présentation

	soit nécessaire.		
	<b>AVIS CONSEIL DEPARTEMENTAL</b> (avis favorable assorti de remarques)	<b>CHOIX / EVOLUTIONS DU PLU RETENUES</b>	<b>PIECES DU PLU MODIFIEES</b>
<b>33</b>	Avis technique défavorable sur le projet de carrefour entre la RD974 et le Chemin Neuf (risques pour la sécurité routière)	<i>La mairie a connaissance de la position du CD, mais souhaite maintenir la mention du projet dans le PADD (projet toutefois non traduit au PLU).</i>	-
<b>34</b>	L'accès prévu dans l'OAP sur la zone 1AUX peut être maintenu dans la mesure où il vient en remplacement de l'accès initialement projeté plus au Nord, sur la zone UX.	<i>C'est bien le cas ; voir OAP (utilisation de l'accès existant, qui est double (il donne sur la zone 1AUX et la zone UX).</i>	-
<b>35</b>	Limiter la hauteur des plantations de part et d'autre de l'accès, pour ne pas masquer la visibilité.	<i>Cette mention est ajoutée à l'OAP.</i>	<b>OAP</b> <b>Rapport de</b> <b>présentation</b>
<b>36</b>	Etudier l'aménagement de l'accès et les éventuelles adaptations à prévoir sur la RD en concertation avec le CD.	<i>Cette mention est ajoutée à l'OAP.</i>	<b>OAP</b> <b>Rapport de</b> <b>présentation</b>
	<b>AVIS CDPENAF</b> (avis favorable sous réserve de respecter les dispositions citées)	<b>CHOIX / EVOLUTIONS DU PLU RETENUES</b>	<b>PIECES DU PLU MODIFIEES</b>
<b>37</b>	Respecter l'article L.151-12 du Code de l'urbanisme (règles pour encadrer les droits à construire).	<i>Les justifications du rapport de présentation sont complétées (parties 3.2 et 4.1).</i>	<b>Rapport de</b> <b>présentation</b>
	<b>AVIS DDT</b> (avis défavorable - le PLU pourra être déféré au TA en cas de subsistance d'éléments entachant sa légalité)	<b>CHOIX / EVOLUTIONS DU PLU RETENUES</b>	<b>PIECES DU PLU MODIFIEES</b>
<b>38</b>	<b>Légalité – la recherche d'une gestion économe de l'espace est insuffisamment traduite</b> -Le PLU prévoit une extension des ZA de 2,7 ha (zone 1AUX et 2AUX), incompatible avec le SCoT → analyser les disponibilités foncières des ZA du pôle de proximité Corgoloin-Ladoix avant d'envisager des extensions, avec validation de la CCGCNSG compétente. Pertinence du maintien de la zone 2AUX si la CCGCNSG n'envisage aucune extension avant 2030 ? Se rapprocher du SM SCoT avec la commune de Ladoix.  -La tranche 2 du Saussy prévoit une densité (14 logts/ha) bien inférieure à celle du SCoT et une faible diversification du parc de logements (4 logements groupés).	<i><u>Voir l'avis de la MRAE (n°1) et de la CCGCNSG (n°32).</u></i> <i>La CCGCNSG n'envisage aucune extension à moyen ou long terme, mais donne son accord sur l'extension des bâtiments et activités existants sur le site (terrains privés qui ne requièrent aucune intervention publique) Ce zonage 2AUX est donc pertinent pour permettre l'évolution de l'existant, à moyen/long terme.</i>  <i>- Le projet du Saussy est décrit en partie 2.2 du diagnostic du rapport de présentation, avec, notamment, la date du permis d'aménager, des travaux de viabilisation des 2 tranches (2016 2017), le nombre et le type de logements prévus. Dès lors, il n'est pas</i>	-

	<p>→ revoir les orientations d'aménagement dans ce secteur pour améliorer ces 2 points et être compatible avec le SCoT</p>	<p><i>envisageable de prévoir davantage de logements. L'arrêté accordant le permis pour la dernière opération a été délivré le 05/03/2018 et le 06/03/2019 (modificatif pour ajouter le plan de division du terrain). Les travaux ont débuté le 01/03/2021. 8 logements densifiés sociaux sont prévus (4 en bandes en LLS et 4 en jumelés en PSLA).</i></p> <p><i>Au regard des éléments exposés ci-dessus, le projet de PLU n'est pas modifié.</i></p>	
39	<p><b>Sécurité juridique – la prise en compte du Bien UNESCO est insuffisamment traduite</b></p> <p>-L'OAP rue de la Bretonnière se situe dans le projet de PDA et dispose d'intérêts paysagers → l'ABF devrait être consultée en amont ; se rapprocher de l'UDAP pour un aménagement répondant aux enjeux de qualité urbaine, PDA, UNESCO.</p> <p>-Absence de donnée écologique à échelle communale rendant difficile l'évaluation des incidences. Celle-ci doit être claire et conclusive. Annexer l'étude de l'écologie.</p> <p>-Hiérarchiser les objectifs de préservation de la biodiversité et des espaces naturels dans le PADD, pour mieux justifier les choix (préservation de l'alignement d'arbres et des zone humides au titre du L.151-23, mais pas des haies et ripisylves, à l'intérêt pourtant avéré).</p> <p><b>-L'OAP sur la zone 1AUX pourrait utilement intégrer la partie de zone UX au Nord</b>, non construite, ce qui permettrait de garantir un aménagement de qualité de tout ce secteur, et la requalification de cette entrée de ville (dans le respect du SCoT).</p> <p>-Protéger l'ensemble des éléments de patrimoine GRAHAL et faire une fiche pour chacun (caractéristiques, modalités de conservation/mise en valeur) à annexer au règlement. Voir ajouter d'autres éléments.</p>	<p><i>-Destinataire du dossier arrêté, mais ne s'étant pas positionnée, l'ABF a été interrogée avant l'enquête publique : elle s'interrogeait sur l'aménagement de la zone et la densité retenue, compte-tenu de la préservation du mur, et évoque la préservation de la végétation au Nord.</i></p> <p><i>Le cabinet confirme la possibilité « opérationnelle » de créer 12 logements sur le tènement, avec des accès rue de Bretonnière et éventuellement impasse du Pâtis.</i></p> <p><b><i>Les élus ne souhaitent finalement pas interdire les accès impasse du Pâtis.</i></b></p> <p><b><i>Il est aussi proposé d'exiger une préservation de la végétation au Nord, autant que possible, et il est recommandé d'éloigner autant que possible les constructions de la voie ferrée.</i></b> Le projet d'OAP modifiée sur ces deux points, a été soumis à enquête publique et est intégré pour l'approbation.</p> <p><i>-Les données supra-communales sont suffisamment précises pour distinguer les enjeux. La MRAE n'a fait aucune remarque sur ces points.</i></p> <p><u><i>Voir l'avis de la MRAE (n°8).</i></u></p> <p><i>-La municipalité ayant retenu de protéger certaines haies (voir l'avis du SCoT – n°14 – et de la CCGCNSG – n°31), les objectifs du PADD n'ont pas à être revus.</i></p> <p><u><i>-Voir l'avis du SCoT (n°17).</i></u></p> <p><u><i>-Voir l'avis du SCoT (n°16).</i></u></p> <p><i>Les éléments protégés sont présentés en pièce n°6 du PLU ; les modalités de conservation/mise en valeur sont données par le règlement et explicitées dans les justifications du rapport. <b>L'intégralité des fiches GRAHAL sont toutefois ajoutées en annexe du rapport de présentation.</b></i></p>	<p><b>OAP</b> <b>Rapport de</b> <b>présentation</b></p> <p>-</p> <p>-</p> <p><i>Voir l'avis du SCoT</i></p> <p><b>Annexes au</b> <b>rapport de</b> <b>présentation</b></p>

	Mises au point/améliorations		
40	<p>La réhausse de +30 cm en zone à risque de ruissellement est à relever à +40 cm, en cohérence avec les PPRI dédiés à ce risque. De plus, ajouter des dispositions pour garantir le libre écoulement de l'eau : limiter les remblais aux bâtiments et accès principaux, prévoir des clôtures grillagées sans mur-bahut.</p>	<p>Plusieurs éléments sont revus concernant les zones inondables.</p> <p>1. Pour être en cohérence avec les connaissances les plus récentes en matière de risque inondations, il est nécessaire de faire référence au seul AZI IPSEAU 2003 (et non à l'AZI Diren de 1996) (confirmé par la DDT). → <b>le tracé des zones inondables</b> a été revu avant l'enquête publique (projet) et <b>est corrigé sur le zonage</b> ; le rapport de présentation, le PADD et le règlement (la zone 2AUX n'est finalement pas concernée) sont aussi mis à jour.</p> <p>2. Dans les zones où les <b>caves viticoles professionnelles sont autorisées, il est proposé de les exclure de l'interdiction de créer des sous-sols</b> (situation existante sur la commune voisine de Comblanchien, qui a été corrigée par une évolution du PLU). → Le règlement et le rapport de présentation sont corrigés.</p> <p>3. <b>Les remarques de la DDT sont intégrées au règlement comme ceci.</b> Dans les secteurs concernés par des risques d'inondations (identifiés par une trame au plan de zonage) : - une réhausse de 40 cm du premier niveau fini des futurs constructions ou aménagements, des accès et ouvertures est imposé, y compris pour les caves viticoles professionnelles enterrées autorisées - les reconstructions ne sont autorisées que si le phénomène hydraulique n'est pas la cause du sinistre, et sous réserve qu'il n'y ait ni augmentation de l'emprise au sol, du nombre de personnes exposées, et qu'elles satisfont aux règles de réhausse exposées ci-dessus - les clôtures sont autorisées, à conditions qu'elles soient constituées d'un simple grillage, transparentes à l'écoulement à hauteur de 80%, et disposées dans le sens du ruissellement - les remblaiements liés aux projets de constructions autorisées, doivent être limités à l'emprise du bâtiment et à ses accès principaux.</p> <p>Dans un souci de cohérence, la réhausse du premier niveau fini des futurs constructions ou aménagements est relevée à 40 cm, en-dehors des secteurs concernés par des risques d'inondations également.</p>	<p><b>Zonage PADD Règlement Rapport de présentation</b></p> <p><b>Règlement Rapport de présentation</b></p> <p><b>Règlement OAP Rapport de présentation</b></p>
41	Des bassins de rétention des eaux pluviales, situés à la limite Corgoloin/Comblanchien, sont à intégrer au secteur Ac	<p>Il s'agit des parcelles ZC14, ZC16, ZC121 et ZC124. Le zonage est corrigé.</p> 	<p><b>Zonage Rapport de présentation</b></p>

<b>42</b>	Pour éviter les intrusions, limiter la hauteur des remblais près des clôtures autoroutières ; compléter les rubriques 1.2 des zones A et N avec des conditions d'éloignement et des limitations de hauteur des remblais.	<i>Il est retenu, en zone A, As et N, en rubrique 1.2, d'imposer une hauteur de remblai inférieure aux clôtures autoroutières, et un retrait au moins égal à la hauteur de celle-ci (d'après recommandations APRR).</i> <i>Le règlement est corrigé.</i>	<b>Règlement Rapport de présentation</b>
<b>43</b>	Une marge de recul au moins égale à la hauteur de l'ouvrage envisagé (D=H), par rapport à la limite du domaine public, est préconisée pour les ouvrages techniques autres que ceux liés à l'activité autoroutière, pour les risques de chutes.	<i>Cette disposition est inscrite en zone A, As et N, en rubrique 2.3.</i>	<b>Règlement Rapport de présentation</b>

*Voir suite page suivante*

## OBSERVATIONS DU PUBLIC

OBSERVATIONS (pour plus de détails sur ces observations, se reporter au rapport du commissaire enquêteur)	CHOIX / EVOLUTIONS DU PLU RETENUES	PIECES DU PLU MODIFIEES
Observation Ocl-1 de M. Norbert COURTOIS	<p><i>En l'absence d'autorisation ou de déclaration, M. Courtois ne peut extraire de la pierre à titre personnel, et les parcelles A208-209-210 ne peuvent pas être reclassées en Nc.</i></p> <p><i>Toute demande d'extension de ce zonage Nc venant d'un exploitant de carrière ou d'un privé, aurait nécessité d'être intégrée à l'évaluation environnementale du PLU.</i></p> <p><i>Toutefois, si ces pré-requis sont remplis et que la municipalité y est favorable, le PLU pourra évoluer après approbation, par le biais d'une procédure adaptée, allégée.</i></p> <p><u><i>Voir détails de la réponse dans le rapport du commissaire enquêteur.</i></u></p> <p><b><i>Le PLU n'est pas modifié avant approbation.</i></b></p>	-
Observation Ocl-2 de Mme Christiane BAILLY pour la famille CHUDANT	<p><i>En cohérence avec le SCoT, la municipalité a retenu un zonage inconstructible sur les hameaux ; les maisons existantes seront toutefois autorisées à évoluer (extensions, construction d'annexes).</i></p> <p><i>De plus, la parcelle ZE87 est en partie concernée par un périmètre dit « de réciprocité » en lien avec la présence d'élevages à proximité (risque d'exposition à d'éventuelles nuisances).</i></p> <p><u><i>Voir détails de la réponse dans le rapport du commissaire enquêteur.</i></u></p> <p><b><i>Le PLU n'est pas modifié avant approbation.</i></b></p>	-
Observation Ocl-3 de M. David DA SILVA	<p><i>Les 2 terrains ZA 90-91 sont bien constructibles ; si l'entreprise de cet artisan est immatriculée au Répertoire des métiers, elle fait bien partie de l'artisanat ; son projet serait donc permis. Les surfaces de vente des commerces seront toutefois limitées à 500 m².</i></p> <p><i>Ces parcelles ne sont pas comprises dans le projet de Périmètre Délimité des Abords, qui s'arrête au niveau du chemin neuf.</i></p> <p><u><i>Voir détails de la réponse dans le rapport du commissaire enquêteur.</i></u></p> <p><b><i>Le PLU n'est pas modifié avant approbation.</i></b></p>	-
Observation Ocl-4 de M. Robert UNDIQUE	<p><i>Cette observation concerne le zonage d'assainissement, et non le PLU.</i></p> <p><u><i>Voir détails de la réponse de la CCGCNSG dans le rapport du commissaire enquêteur.</i></u></p> <p><b><i>Toutefois, dans son avis sur le zonage d'assainissement, le commissaire enquêteur émet un avis favorable sous réserve d'inclure les hameaux sur le plan de zonage d'assainissement, et de compléter la légende.</i></b></p>	<b>Annexes sanitaires Rapport de présentation</b>
Observation Ocl-5 de Mme Christiane BAILLY pour la famille CHUDANT	<i>Cette observation concerne l'assainissement, sans rapport direct avec le PLU, ni le zonage d'assainissement.</i>	-
Observation Ocl-6 de M. Jean-François FORMAL	<p><i>Si les « notices paysagères » désignent la note d'enjeu du PDA (pièce n°7.3), la municipalité confirme qu'elle est bien conservée dans le dossier de PLU.</i></p> <p><i>La parcelle AD428 est effectivement constructible.</i></p> <p><i>La parcelle AD1 est essentiellement maintenue en zone à la constructibilité très limitée (agricole stricte), permettant la protection de l'activité agricole et le maintien d'un « espace de respiration » au cœur du bourg.</i></p>	-

	<p><i>Seule une partie est classée en zone agricole en continuité de AD86 et AD327, en raison de l'existence d'un accès à l'exploitation au Sud (propriétaire identique et exploitant locataire de la bâtisse et du champ identique), et au champ (seul accès suffisant pour les engins).</i></p> <p><b><i>Cette observation ne nécessite aucune modification du PLU avant approbation.</i></b></p>	
Observation Ocl-7 de M. Gilles JOURDAN	<p><i>L'OAP ne peut être supprimée, en raison des risques d'incompatibilité avec le SCoT (densité, aménagement paysager).</i></p> <p><i>Les informations relatives au CU sont mises à jour dans le rapport de présentation (partie 2.2 des justifications) : CU de 2018 (et non 2016) renouvelé en 2019.</i></p> <p><i><u>Voir détails de la réponse dans le rapport du commissaire enquêteur.</u></i></p> <p><b><i>Le PLU n'est pas modifié avant approbation.</i></b></p>	<b>Rapport de présentation</b>

*Voir suite page suivante*

## OBSERVATIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

OBSERVATIONS (PV de synthèse) (pour plus de détails sur ces observations, se reporter au rapport du commissaire enquêteur)	CHOIX / EVOLUTIONS DU PLU RETENUES	PIECES DU PLU MODIFIEES
Observation Oce-1 relative aux références cadastrales des parcelles boisées au lieu-dit « Les Monts de Boncourt » classées en AOC Côte de Nuits Villages (lien avec avis INAO)	<i>Les parcelles boisées sont cadastrées : AA63 (au Sud du lieu-dit) AA41p, AA43, AA44, AA48, AA49 et AA50p (à l'Ouest du lieu-dit) <b>Cette observation ne nécessite aucune modification du PLU avant approbation.</b></i>	-
Observation Oce-2 relative aux Climats de Bourgogne et au périmètre classé AOC Côte de Nuits-Villages	<b>La carte proposée par le commissaire enquêteur est insérée sur le plan de zonage général.</b>	<b>Zonage Rapport de présentation</b>
Observation Oce-3 relative à l'avis de l'Etat portant sur la tranche 2 du Saussy	<u>Voir l'avis de l'Etat en supra (n°38).</u>	-
Observation Oce-4 relative à l'OAP portant sur la zone 1AUX et UX	<i>Les corrections sont apportées pour l'approbation. <u>Voir l'avis du SCoT en supra (n°17).</u></i>	-
Observation Oce-5 relative au zonage retenu sur les hameaux	<i>Cette question a été traitée dans le cadre de la réponse à l'observation Ocl-2 en supra.</i>	-
Observations Oce-6 et Oce-7 relatives au zonage d'assainissement	<i>Ces observations ne concernent pas directement le PLU. <u>Voir détails de la réponse de la CCGCNSG dans le rapport du commissaire enquêteur.</u></i>	-
Observations Oce-8 et Oce-9 relative à l'assainissement des eaux pluviales		
Observations Oce-10 et Oce-11 relatives à l'assainissement		
Observation Oce-12 relative à l'OAP rue de la Bretonnière	<i>Cette question a été traitée dans le cadre de la réponse à l'observation Ocl-7 en supra.</i>	-
Observation Oce-13 relative au périmètre de protection de captage d'eau	<i>Le périmètre de protection rapprochée apparaissant déjà sur le plan et la liste des SUP (arrêtés préfectoraux), il n'apparaît pas utile de le reporter sur le zonage, d'autant qu'il est indépendant du PLU. En outre, un zonage N a été spécifiquement délimité sur ce périmètre. <b>Le PLU n'est pas modifié avant approbation.</b></i>	-
Observation Oce-14 relative au zonage retenu au niveau de certaines parcelles cultivées (dont AOC), en lien avec l'avis de l'INAO et de la Chambre d'agriculture, et au niveau du périmètre de protection de captage d'eau	<i>Les 2 zonages sont appropriés, au regard des articles R.151-22 et 24 du code de l'urbanisme ; il s'agit essentiellement d'une question d'affichage. La zone N n'interdit pas l'exploitation agricole et viticole, le PLU ne réglementant pas les plantations. <b>Le PLU n'est pas modifié avant approbation.</b></i>	-
<b>Le commissaire enquêteur a jugé « l'ensemble des réponses apportées par le maître d'ouvrage aux diverses observations notifiées dans le PV de synthèse » (observations du public et de lui-même) « satisfaisantes et de nature à compléter précisément l'information ».</b>		



RECOMMANDATIONS accompagnant l'avis FAVORABLE (recommandations n'ayant pas le caractère de réserves)	CHOIX / EVOLUTIONS DU PLU RETENUES	PIECES DU PLU MODIFIEES
Joindre une note au dossier pour indiquer les modifications qui seront apportées au PLU après enquête et avant approbation	<b><i>C'est l'objet du présent document.</i></b>	
Enrichir ou modifier le règlement en s'appuyant sur les remarques formulées par les PPA	<u>Voir avis des PPA en supra en particulier :</u> - SCoT (n°134-14-19) - Chambre d'agriculture (n°22) - CCGCNSG (n°26-28-29-30) - DDT (n°40-42-43)	Voir en supra
Enrichir le plan de zonage avec les périmètres de protection de captage et le périmètre des Climats	<u>Voir réponses aux observations Oce-2 et Oce-13 en supra.</u>	Voir en supra
Zoner Avs les parcelles boisées au Nord de la carrière, et classer en AOP. Idem au lieu-dit « En Beauregard »	<u>Voir réponse à l'Oce-14 en supra.</u>	Voir en supra
Zoner éventuellement en Ae les surfaces concernées par les périmètres de protection de captage	<u>Voir réponse à l'Oce-14 en supra.</u>	Voir en supra
Identifier sur le plan de zonage, les éléments de patrimoine GRAHAL, avec fiche descriptive	Seuls sont identifiés au plan de zonage, les éléments (publics) que la municipalité a souhaité protéger, après interrogation des propriétaires privés. Il serait confus d'identifier les éléments non protégés, à titre informatif. <u>Concernant la fiche descriptive, voir l'avis de la DDT (n°39).</u>	-
Annexer l'étude de l'écologue au rapport de présentation	<u>Voir l'avis de la MRAE (n°8) et de la DDT (n°39).</u>	-
Retenir un zonage Uh pour le cœur bâti des hameaux	<b><i>Ce zonage n'est pas retenu.</i></b> <u>Voir réponses aux observations Ocl-2 et Oce-5 en supra.</u>	-

Voir suite page suivante

## AUTRES COMPLEMENTS / CORRECTIONS

MISES A JOUR / COMPLEMENTS		PIECES DU PLU MODIFIEES
<p><b>Le cadastre</b> sur lequel est adossé le zonage est <b>mis à jour</b>. Après vérification, la légende « bâtis non cadastrés » peut être supprimée du plan de zonage. Les schémas d'OAP sont réédités avec ce cadastre à jour, avec les numéros de parcelles.</p>		<p><b>Zonage</b> <b>OAP</b> <b>Rapport de présentation</b></p>
<p>Le <b>tableau des voies classées</b> consultable sur <a href="http://www.cote-dor.gouv.fr/classement-sonore-des-infrastructures-de-a4389.html">http://www.cote-dor.gouv.fr/classement-sonore-des-infrastructures-de-a4389.html</a> est ajouté à l'annexe « bruit »</p>		<p><b>Annexe</b> <b>« Bruit »</b></p>
<p>Polycor France bénéficie d'un arrêté préfectoral complémentaire depuis le 02/12/2019, soit juste avant l'arrêt du projet de PLU, autorisant notamment la prolongation de l'exploitation de 5 ans (soit jusqu'en 2025), sans extension du périmètre autorisé depuis 2005. Ces informations à jour sont mentionnées dans le PADD (partie 3.2) et le rapport de présentation.</p>		<p><b>PADD</b> <b>Rapport de présentation</b></p>
<p>Concernant les <b>aléas de retrait-gonflement des argiles</b>, les données (georisques.gouv.fr) et la réglementation (code de la construction et de l'habitation) ont évolué ; le territoire communal de Corgoloin, qui était déjà essentiellement concerné par un aléa moyen, se trouve quasi entièrement en zone d'aléa moyen. L'étude géotechnique est requise en aléa moyen ou fort pour la vente de terrains non bâtis, dont les règles du PLU permettent la construction de maisons individuelles. → <b>Le règlement de chacune des zones du PLU, son annexe 6, le rapport de présentation et le PADD sont mis à jour avec la réglementation en vigueur</b> (applicable indépendamment du PLU). Les zones U et AU du PLU sont intégralement concernées.</p>		<p><b>PADD</b> <b>Règlement</b> <b>Rapport de présentation</b></p>
CORRECTIONS		PIECES DU PLU MODIFIEES
<p>Les <b>SUP EL11</b>, relatives aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes de l'autoroute A31, ne sont pas mentionnées dans la liste des SUP reprise dans le règlement et le rapport de présentation ; ces deux documents sont mis à jour.</p>		<p><b>Règlement</b> <b>Rapport de présentation</b></p>
<p>Le numéro « d1 » de l'alignement d'arbre protégé n'apparaît pas sur le zonage ; le zonage est corrigé. Le nom des lieux-dits est ajouté au zonage 4.3, comme sur le zonage 4.2. Il n'est pas ajouté sur le zonage 4.1, pour éviter d'en dégrader la lisibilité.</p>		<p><b>Zonage</b> <b>Rapport de présentation</b></p>
<p>Le tracé du projet de PDA est maintenu sur le plan de zonage ; toutefois, une correction de ce tracé, intervenue en novembre 2019, n'a pas été reportée sur le plan de zonage, au niveau de la parcelle AH122. L'erreur matérielle est corrigée. Ci-contre : extrait du zonage avant modification (tracé du PDA en noir) et extrait du projet de PDA (en orange).</p>		<p><b>Zonage</b> <b>Rapport de présentation</b></p>

